

Point fort

Le nouvel horaire des bus provoque la gabegie à l'école

Transports Economes, les communes s'en remettent souvent à CarPostal pour assurer le convoyage des élèves. Lesquels sont alors tributaires des changements d'horaires

Vincent Maendly

Pas mal d'habitudes ont été chamboulées, le 11 décembre dernier. A cette date est entré en vigueur le nouvel horaire CFF et, dans son sillage, celui de CarPostal. Dans le canton de Vaud, l'offre en bus jaunes s'est ainsi grandement étoffée. Mais pour les nombreux écoliers qui prennent chaque jour le car, «nouvel horaire» rime souvent avec galère.

Des élèves empêchés d'arriver à l'heure aux cours, ou alors bien trop en avance sur le début des leçons. Des écoles contraintes de modifier leurs horaires en cours d'année. Et des parents ulcérés de devoir jongler avec ces paramètres mouvants. C'est le cocktail explosif qui agite plusieurs établissements depuis la mi-décembre (*lire ci-contre*). Ce phénomène ne va pas aller en s'améliorant avec les années, puisque les communes - responsables du transport scolaire de par la loi - s'en remettent toujours davantage aux transports publics pour acheminer les écoliers à bon port. «Cette tendance ne s'observe pas que dans le canton de Vaud, mais dans toute la Suisse», souligne David Robert, directeur de la Région Ouest de CarPostal.

Pourquoi? La raison est simple: cela coûte bien moins cher aux communes de payer des abonnements de bus que de mandater un transporteur - qu'il s'agisse de CarPostal ou d'une autre société privée - pour assurer toute l'année des navettes réservées aux écoliers. Cette solution-là n'est bien souvent retenue que comme *ultima ratio*. Syndic de Bassins et président du comité directeur de l'ASIME (Association intercommunale scolaire de l'Esplanade), Didier Lohri sort sa calculatrice: «Le transport scolaire représente 28% de notre budget. Il nous coûte 1,047 million de francs par an, dont la moitié pour des courses spéciales qui ne concernent que 20% des élèves.» Les 80% utilisant les bus de ligne reçoivent un abonnement Mobilis «deux zones», au prix de 405 francs.

Paradigme inverse à Terre Sainte, où le peu de lignes de bus existantes amène l'ASCOT, l'association scolaire intercommunale, à recourir bien davantage à des courses privées. «Cela nous coûte très cher. C'est un sujet qui revient régulièrement sur la table au sein des Conseils généraux et du Conseil intercommunal», témoigne Odile Decré, présidente de l'ASCOT. Dans cette région où les villages sont tous rapprochés, le coût des transports scolaires tuteoie ainsi le million de francs. Il est presque aussi élevé qu'à l'arrondissement scolaire de l'Esplanade, qui couvre une plus vaste région allant de Duillier à Saint-George. «Le bon côté des choses, c'est que nous sommes beaucoup moins tributaires des horaires des transports publics», reconnaît Odile Decré.

Problèmes «d'enfants gâtés»

Pas de quoi ébranler Didier Lohri dans ses convictions. «Cela fait plus de dix ans que nous avons comme philosophie d'utiliser le plus possible les transports publics. Le changement d'horaire en cours d'année peut parfois créer un esclandre, ça nous est arrivé il y a cinq ou six ans. Mais franchement, ce sont des problèmes d'enfants gâtés.» Car, comme le souligne l'édile, toutes ces têtes blondes qui s'entassent dans les bus permettent de pérenniser des dessertes de villages en leur assurant une bonne fréquentation. Un constat valable pour tout le canton: «Sans écoliers, il y aurait peu de voyageurs dans les bus de notre région», abonde Sonja Roulet, syndic de Valeyres-sous-Montagny.

Un argument de taille quand on se souvient que Berne a déjà émis le vœu de relever de 32 à 100 le nombre minimum d'usagers quotidiens d'une ligne de bus-



Ecole
A l'établissement scolaire de l'Esplanade, à Begnins, 80% des élèves habitant loin de leur école sont censés prendre un bus de ligne pour s'y rendre. CHRISTIAN BRUN-A



«En utilisant les courses horaires, les écoliers garantissent une bonne fréquentation à nos lignes de bus. C'est notre stratégie depuis plus de dix ans»

Didier Lohri, syndic de Bassins



«Certains jours, ce sont 200 élèves qui ne peuvent pas rentrer à midi chez eux et mangent dans les corridors du collège»

Werner Blum, municipal d'Echallens

pour que celle-ci soit subventionnée. Suggérée en 2010 par le conseiller fédéral Hans-Rudolf Merz, cette proposition a été rangée dans un tiroir, devant la bronca des cantons. «A mon avis, elle va ressurgir à terme, sous une forme ou sous une autre», estime David Robert.

Reste que les organismes scolaires regrettent de ne pas être davantage associés à la planification des nouveaux horaires. «Lors de leur mise en consultation cet été, nous avons longuement négocié avec le Service de la mobilité», témoigne Maria-Pia Dubey, municipale de Vufflens-le-Château et membre du comité directeur de l'ASIME (Association scolaire intercommunale de Morges et environs). «C'est de haute lutte que nous avons obtenu la mise en circulation d'un bus supplémentaire vers 13 h, qui permet aux élèves de pouvoir rentrer chez eux à midi et d'avoir davantage que dix minutes pour manger.»

De la friture sur la ligne

● Le nouvel horaire des transports publics n'a pas posé problème partout. Mais dans certaines écoles du canton, la gabegie est de mise depuis le 12 décembre. Exemple au collège des Trois-Sapins d'Echallens: «Certains jours, ce sont 200 élèves qui ne peuvent pas rentrer chez eux à la pause de midi», explique Werner Blum, municipal challois et membre du comité de l'association scolaire intercommunale. Un service traiteur a dû être mis en place pour offrir des repas aux écoliers, lesquels mangent dans les corridors le temps qu'un réfectoire soit aménagé. Le collège a aussi mis sur pied une ligne privée desservant Poliez-Pittet et Villars-le-Terroir, pour un coût de 14 000 francs. Comme dans d'autres établissements, la direction a dû modifier ses horaires de cours pour mieux se calquer sur ceux de CarPostal. Werner Blum admet que l'association a été un peu prise de court. «Nous avons perdu du temps à essayer de négocier ces horaires, au lieu de nous adapter...»

A Morges-Est, le début des leçons a été repoussé de quinze minutes depuis la mi-décembre. «Sans quoi, les 250 élèves venant en bus ne pouvaient pas être à l'heure aux cours», explique Maria-Pia Dubey, municipale de Vufflens-le-Château et membre de l'ASIME (Association scolaire intercommunale de Morges et environs). Pour bien des parents, ces changements d'horaires ne sont bien sûr pas toujours faciles à gérer. Et ils le font savoir, clamant leur énervement dans la presse ces derniers jours, ou par des courriers envoyés aux décideurs.

Questions à David Robert, directeur de la Région Ouest de CarPostal

«Personne n'a été mis devant le fait accompli»

Les horaires des bus postaux prennent-ils en compte les impératifs scolaires?

On sait que dans le canton de Vaud, 60% des quelque 5 millions de voyageurs que nous transportons chaque année sont des écoliers, des gymnasiens ou des étudiants. Cela dit, les horaires sont coordonnés entre les différents transports publics. Ceux-ci ont une vocation de desserte du territoire pour le tout-public. S'agissant du bus, il doit assurer la connexion avec les autres transports publics dits «de niveau supérieur», c'est-à-dire les CFF.

Le changement d'horaire du 11 décembre a occasionné plusieurs problèmes dans les écoles...



David Robert, directeur de la Région Ouest de CarPostal. PATRICK MARTIN

Au mois de mai déjà, nous avons eu plusieurs séances avec le Service de la mobilité, les représentants des Municipalités et les établissements scolaires, qui ont pu nous faire part de leurs remarques. Dans la mesure du possible, nous avons essayé de satisfaire aux demandes. Mais toutes n'ont malheureusement pas pu être prises en compte. Les nouveaux horaires ont ensuite été mis en consultation publique durant le

mois de juin. Personne n'a donc été mis devant le fait accompli.

Recommandez-vous aux communes de mettre sur pied des courses spéciales pour les écoliers, même si cela leur coûte plus cher?

Economiquement parlant, ce serait plus avantageux pour nous, mais notre politique est de favoriser le transport public. Qu'il y ait de bonnes dessertes de bus dans chaque région. Donc nous préférons que les écoliers utilisent les courses horaires. Cela permet de pérenniser ces lignes de bus qui, sans cela, n'auraient peut-être à terme pas assez d'usagers pour bénéficier de subventions fédérales. Le seuil minimum actuel est de 32 voyageurs par jour, mais il pourrait être relevé.